



PREFECTURE DE LA GUADELOUPE

Arrêté N°2012-919/SG/DICTAS/BRA
portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du
code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2012-01/DICTAJ/BRA relative à l'opération d'aménagement du quartier Agathon reçue le 05 juillet 2012 et considérée comme complète le 05 juillet 2012 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 10 juillet 2012 ;

Considérant que le projet consiste en un aménagement sur un terrain d'assiette de 6,8 hectares et une surface de plancher de 7 700 m² ;

Considérant que le projet entre dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat insalubre faisant suite à l'arrêté d'insalubrité n°2003-151AD/1/4 du 21 octobre 2003 ;

Considérant que la consommation d'espace de prairie sèche et humide induite par la réalisation du projet est faible au regard de la superficie totale de la zone agricole considérée ;

Considérant que le quartier n'a pas vocation à s'étendre sur les zones naturelles ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Arrête :

Article 1^{er}

L'aménagement du quartier Agathon dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat insalubre n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

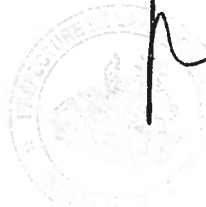
La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Basse-Terre, le 03 AOUT 2012

Le Préfet de la Région Guadeloupe



Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Jean-Philippe SETBON

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être :

- formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale
- adressé à Monsieur le préfet de région

Monsieur le préfet de région
Préfecture de la Guadeloupe
4, rue de Lardenoy
97109 Basse-Terre cedex

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Monsieur le préfet de région
Préfecture de la Guadeloupe
4, rue de Lardenoy
97109 Basse-Terre cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Basse-Terre
Quartier d'Orléans
Allée Maurice Micaux
97109 Basse-Terre cedex